

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Cantal"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



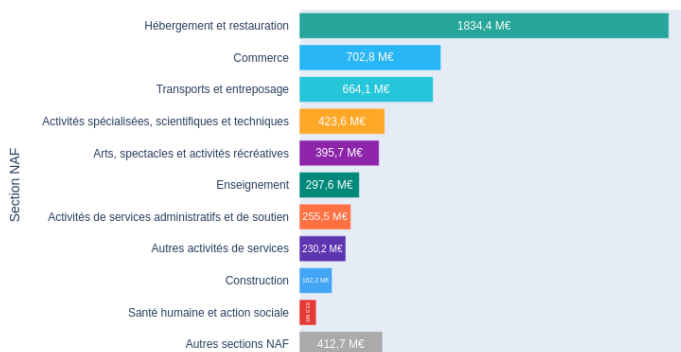
Montant total : 38 862 389 706 euros

Nombre d'aides : 10 836 525

Nombre d'entreprises : 2 037 976

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



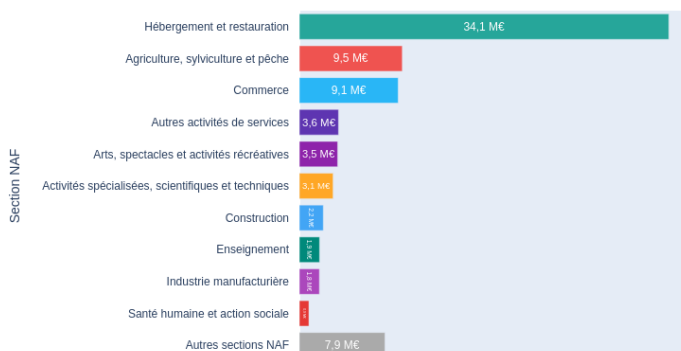
Montant total : 5 462 338 216 euros

Nombre d'aides : 1 373 768

Nombre d'entreprises : 263 830

## Niveau Départemental : Cantal

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 77 692 452 euros

Nombre d'aides : 24 995

Nombre d'entreprises : 5 276



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 141 562 409 572 euros

Nombre de prêts : 693 398

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

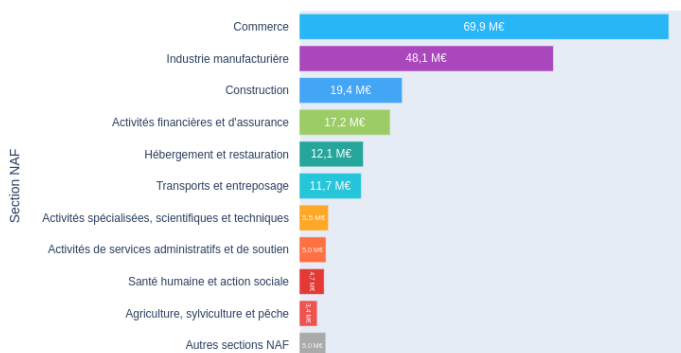


Montant total : 15 853 374 240 euros

Nombre de prêts : 91 627

## Niveau Départemental : Cantal

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 201 962 949 euros

Nombre de prêts : 1 358



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 588 194 587 euros

Nombre de reports : 115 095

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 404 877 623 euros

Nombre de reports : 11 449

## Niveau Départemental : Cantal

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 2 373 831 euros

Nombre de reports : 146



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 143 685 470 euros

Nombre d'aides : 170 777

## Niveau Départemental : Cantal

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 2 956 603 euros

Nombre d'aides : 3 330



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes



Nombre de demandes : 29 855

Nombre de salariés : 138 510

Heures demandées : 10 819 740